



CONSEIL DEPARTEMENTAL D'ACTION SOCIALE VENDREDI 6 OCTOBRE 2017.

Il s'agissait du premier CDAS sous la présidence de Mme Liliane BERGER, responsable du Pôle Pilotage et Ressources de la DDFiP de l'Aisne, qui a rappelé qu'il n'y a pas de raison de ne pas s'entendre sur l'action sociale. Et, qu'elle se fera l'écho de toutes les observations des organisations syndicales.

La présidente nous a informé de la démission du psychologue M. FERRY. Le docteur VILETTE doit chercher un autre psychologue.

Par ailleurs, Madame Patricia PAIN, assistante sociale, est en congés maladie ordinaire. L'administration fera appel à une remplaçante dès que les conditions seront remplies (!). La présidente nous informe qu'il n'y a pas eu de retour du SG aux demandes de la direction et des syndicats au sujet du remplacement et/ou du tuilage de Mme PAIN.

Commentaire FO : *Il est inadmissible de laisser un département comme l'Aisne sans assistante sociale, pour rappel Madame Amandine EL MANEI qui assurait le remplacement de Patricia PAIN a quitté le département fin juin 2017. Les organisations syndicales siégeant au CDAS avait dénoncé cet arrêt brutal du contrat de madame EL MANEI, alors qu'il aurait été profitable à tous qu'un passage de relais soit mis en place au retour de Patricia PAIN.*

La séance a débuté par la lecture d'une déclaration liminaire intersyndicale portant sur les points suivants :

- la destruction des structures et des emplois, loin de la recherche du bien-être au travail ,
- la perte du pouvoir d'achat,
- le renoncement au bénéfice du concours (difficultés à se loger)
- les crédits sociaux doivent être en mesure de répondre aux besoins des agents.

La présidente répond que cette liminaire concernant principalement la DGFIP, elle ne répondra pas à tout car tout ne relève pas du CDAS. Elle ne parlera pas des « pourquoi de la réorganisation » qui dépendent d'autres instances mais uniquement des conséquences.

L'administration a eu à traiter le cas d'un agent ayant des difficultés pour trouver un logement, cas qui a été résolu.

Selon la présidente, chacun est dans son rôle. Il y a nécessité d'accompagner, d'expliquer, et de faire en sorte que les agents le vivent le mieux possible. Elle comprend le caractère déstabilisant pour les agents, la perte de repère et la crainte de l'inconnu. Concernant les restructurations, il est, toujours selon la présidente, impossible d'avertir très en amont afin que les agents anticipent.



D'où la difficulté de l'accompagnement. Les personnes doivent construire un nouveau projet.

L'ordre du jour de ce CDAS était le suivant :

- approbation du PV du 8/6/17 ;
- présentation et échanges autour de l'enquête "actions locales" ;
- agrément du coin-repas du CFP de LIESSE ;
- crédits d'actions locales 2017 ;
- questions diverses.

Le PV du 8/6/17 est approuvé à l'unanimité.

Pauline Petit nous informe du classement de la trésorerie de SAINT-QUENTIN CH en poste isolé. Les agents bénéficieront des titres restaurant à compter du 1/11/17. Les représentants **FO Finances** ont demandé la possibilité qu'il y ait un coin repas agréé. La question sera étudiée.

Présentation de l'enquête actions locales :

La présidente souhaite un débat sur l'action locale. Madame LAUT (correspondante sociale de la DGDDI) signale que la problématique est la même sur les 3 départements. Les actifs veulent des activités avec leurs enfants et les retraités sont en meilleure santé pour participer aux sorties. Elle ajoute que ce qui existe actuellement est déjà très bien.

La présidente souligne que la billetterie n'est pas l'objet de l'action locale et qu'elle veut préserver le lien social et les sorties collectives.

Concernant la billetterie, les organisations syndicales rappellent que l'ATSCAF et la SRIAS s'en chargent déjà.

Tout le monde est d'accord pour dire que les foulées des Finances et l'arbre de Noël fonctionnent très bien.

Pauline PETIT propose de faire un circuit court et un circuit long lors des prochaines foulées afin d'encourager "les moins sportifs" à participer à ce moment de convivialité.

La présidente souhaiterait ouvrir les foulées aux retraités, mais se pose la problématique de la salle.

Les représentant **FO Finances** proposent l'organisation d'un match de foot avec les enfants s'il y en a.

Pauline PETIT veut proposer des actions ponctuelles sur le département. La présidente a suggéré l'idée d'une chorale, les représentants **FO Finances** ont fait remarquer que cela a déjà existé à LAON par le biais de l'ATSCAF.

La présidente déclare qu'elle est sensible au fait de créer du lien pendant la pause méridienne, de



se rencontrer dans un autre cadre.

Les représentants Solidaires aux Finances rappellent que certains collègues pratiquent déjà une activité sportive et qu'il faut veiller à ne pas faire de concurrence aux associations. ils évoquent l'existence d'une bibliothèque financée par la SRIAS. Des choses existent déjà et il faut voir avec l'ATSCAF.

Les organisations syndicales sont satisfaites de ce qui existe déjà.

Les représentants CGT Finances demandent la mise à disposition d'un local dans le but d'y réaliser des séances de sophrologie, de relaxation. L'ATSCAF disposant d'un local à SOISSONS, si l'association veut bien le mettre à disposition, il faudrait trouver un sophrologue qui accepte d'intervenir.

Les organisations syndicales soulignent que cette action doit être menée conjointement avec la mutuelle.

La présidente souhaite recenser les personnes qui ont une passion et l'envie de la partager avec les collègues.

Les représentants Solidaires aux Finances rappellent que des espaces créatifs ont déjà existé et que se pose alors le problème de la salle.

La présidente nous informe qu'il y aura une douche à la cité administrative et une à la direction si cela est accepté en CHSCT.

Un groupe de travail se réunira en décembre afin de déterminer les actions locales.

Agrément du coin repas à la trésorerie de LIESSE :

Le local a été aménagé, les travaux sont faits.

Crédits d'Actions Locales :

Une partie des crédits restants sera employée pour une journée libre à PARIS. Les participants seront déposés à la Cité des Sciences. Le transport en bus sera pris en charge par la délégation.

Le solde servira au renouvellement de certains appareils vieillissants des coins repas.

La déléguée propose d'organiser à partir de 2018 des visites de sites locaux sur une demie journée sans transport. Le prix des visites serait pris en charge par la délégation.



Questions diverses :

Les représentants Solidaires aux Finances soulève la problématique des retraités souhaitant changer de logement (logements adaptés à l'âge, problème de caution). Les représentants FO Finances signalent que le sujet est à l'étude au niveau des offices d'HLM. La présidente mentionne également qu'il n'y a pas d'offre adaptée à la demande sur LAON.

Pauline PETIT propose de faire remonter ce problème à l'ALPAF dans le but de suggérer la création d'une aide à la réinstallation (ou pour la caution).

Solidaires demande des renseignements concernant les chèques sport autres que ceux proposés par la SRIAS.